

Répression partout, justice nulle part



Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir que la victoire du PSG provoquerait un élan de joie populaire. Pourtant, rien ou presque n'avait été prévu — pas de véritable dispositif festif, peu d'espaces dédiés — sinon la police (avec 22 000 agents mobilisés), les gaz, les LBD et les arrestations. La banlieue parisienne a même été la cible de répression anticipée, avec la fermeture préventive de plusieurs lignes de transports.

Réprimer la jeunesse populaire et racisée

Les débordements, inévitables dans ces conditions, ont donné lieu à une nouvelle surenchère sécuritaire et raciste. Une fois de plus, la jeunesse populaire et racisée a été désignée comme un problème, souvent de manière explicitement islamophobe.

Quelques jours plus tôt, les policiers s'étaient déjà mobilisés pour empêcher des jeunes de se baigner dans le canal Saint-Martin pendant la canicule, allant jusqu'à pratiquer des fouilles au corps sur des adolescents en maillot de bain. Contraste saisissant : en remontant encore quelques jours, alors qu'une centaine de néonazis défilaient le long du même canal pour y mener des agressions racistes, les autorités furent bien plus discrètes.

Ce double standard manifeste les priorités d'un pouvoir davantage préoccupé par le contrôle des classes populaires que par la lutte contre l'extrême droite.

Maintenir l'ordre du capitalisme racial

La loi RIPOST, adoptée au Sénat, en est l'illustration : elle criminalise les free parties, renforce les pouvoirs policiers, banalise la surveillance de masse et étend les amendes forfaitaires délictuelles qui gâchent déjà la vie de milliers de jeunes hommes non blancs, confrontés dès leur entrée dans l'âge adulte à un empilement d'amendes arbitraires.

Cette logique liberticide s'étend à tous les domaines et frappe les syndicalistes poursuivis pour leurs activités de défense des salariéEs, les activistes écologistes mobiliséEs contre les grands projets écocidaire, les militantEs de la solidarité avec la Palestine interdits de s'exprimer ou condamnés pour apologie du terrorisme...

Refusant de répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, le pouvoir n'a qu'une réponse : toujours plus de contrôle pour maintenir l'ordre du capitalisme racial.

Notre réponse doit être de faire front, dans la solidarité avec les personnes réprimées — même lorsque leurs modalités d'expression ne sont pas les nôtres — et dans la massification des résistances.

Jeunesse, fêtes, syndicalistes, écologistes, Palestine, quartiers populaires : répression partout, justice nulle part.

Le 2 juin 2026

